

038	UTBM Service communication	L'Est Républicain	9 août 2020
		Société	international - Liban - communauté libanaise - Maya Moallem

Au Liban, l'exil pour fuir une classe politique corrompue

Diplômée de l'UTBM en 2006, la Libanaise Maya Moallem est retournée dans son pays début 2007. Exaspérée par l'incurie et la corruption généralisées, elle a pris une décision radicale : quitter son pays pour venir vivre et travailler en Europe.

L'Est Républicain a joint cette Beyrouthine, via WhatsApp, jeudi 6 août. Âgée de 38 ans, elle a étudié de 2003 à 2006 à l'Université de Belfort Montbéliard.

Tout d'abord, comment allez-vous ?

« Bien. Je vais mieux... »

Vous vous trouviez à Beyrouth au moment de la double explosion. Où précisément ?

« À environ sept kilomètres du port. J'étais à mon travail. L'immeuble de l'entreprise qui m'emploie est situé en face de l'ambassade d'Allemagne. Il est aujourd'hui inutilisable : toutes les vitres ont volé en éclats, les faux plafonds sont tombés, des portes ont été arrachées. Un collègue s'est retrouvé coincé dans l'ascenseur quand le bâtiment a été secoué par l'explosion. C'était la panique. Le bureau situé à côté du mien, au 8^e étage, a été complètement détruit. La dé-



De son propre aveu, Maya Moallem aime faire la fête avec ses amis, mais il va lui falloir un peu de temps pour retrouver le sourire. Photo DR

flagration a été si forte qu'un incendie s'est déclaré dans la petite boulangerie au pied de l'immeuble. Des amis de France, de Dubaï m'ont très vite appelée pour prendre de mes nouvelles. J'ai pu les rassurer. Je n'ai pas été blessée. »

À quoi avez-vous pensé au moment des faits ?

« À une attaque israélienne contre un homme politique. L'ex-Premier Ministre, Saad Hariri, habite à proximité de mon lieu de travail. Au bout d'une dizaine de minutes,

on a appris que ça venait du port, mais il a peut-être fallu une heure pour savoir ce qu'il s'était vraiment passé. »

Votre logement a-t-il été endommagé ?

« Non, fort heureusement. Je n'habite pas très loin de mon bureau. En revanche, des membres de ma famille résident dans le quartier très animé d'Hamra, à environ deux kilomètres à vol d'oiseau à l'ouest du port. Leurs logements sont inhabitables. »

De quoi avez-vous le plus besoin aujourd'hui ?

« Je vais vous faire une réponse politique : d'une révolution pour tout changer. Là, maintenant, tout de suite ! Mais je doute que cela soit possible. Les politiciens en place ont des partisans prêts à n'importe quoi pour les protéger. Tous ceux qui se sont succédé au pouvoir depuis 1975 (N.D.L.R. : début de la guerre civile) sont responsables de cette tragédie. Elle est la conséquence de leur corruption. Les dirigeants du port, qu'ils ont mis en place et soutenus, sont des incompetents. C'est de notoriété publique. »

Quel sentiment vous anime en ce moment ?

« La colère. »

Votre avenir, l'imaginez-vous au Liban ?

« Non. Cela fait dix mois que je songe à quitter mon pays et deux mois que je cherche activement un autre emploi, de préférence en Europe, notamment en France. Ma mère nous pousse, mon frère et moi, à partir. Mon frère, qui a une famille, hésite encore. On vit en état de guerre depuis 1975. On n'a jamais été en paix. La situation économique s'est considérablement dégradée à l'été 2019. Les prix des denrées alimentaires, du fromage et des légumes par exemple, ont été multipliés par cinq. Les manifestations dans les rues ont débuté le 17 octobre 2019 après l'annonce de nouveaux impôts, sur l'essence, le tabac, l'application WhatsApp.

J'ai participé à presque tous les rassemblements, jusqu'à l'arrivée du Covid-19 en février dernier. Les politiciens ont envoyé leurs partisans frapper les manifestants. On a peu à peu perdu espoir. C'est triste, douloureux pour moi, mais à présent je n'ai qu'une envie : quitter le Liban. »

Propos recueillis par Alexandre BOLLENGIER

Un quotidien semé d'embûches

■ Dépréciation de la livre libanaise

Ingénieure industrielle de formation, Maya Moallem est Operation Manager dans une entreprise spécialisée dans l'électromécanique (études + installations). Basée à Beyrouth, celle-ci œuvre en Afrique (en Éthiopie et à Djibouti par exemple). Elle est payée en dollars. Une aubaine alors que la monnaie nationale ne cesse de plonger. « Il faut aujourd'hui 9 000 livres pour acheter un dollar contre 1 500 il y a quelques mois. Beaucoup de Libanais veulent quitter le pays, mais n'ont pas les diplômes, ni les moyens pour cela. »

■ Coupures d'électricité à répétition

« À Beyrouth, l'électricité a été coupée pendant 550 heures sur l'ensemble du mois de juillet. Des générateurs ont été installés dans les quartiers par une mafia qui est de mère avec le pouvoir. Il faut forcément passer par elle pour avoir de l'électricité. Et elle fait payer le prix fort. Impossible d'acheter soi-même un petit générateur, tout est contrôlé par cette mafia. Il y a une mafia de l'électricité, comme il y a une mafia de l'eau, une mafia portuaire, etc. La mafia est partout. »

■ Réseau téléphonique en carafe

« Je suis originaire du sud du Liban. Dans mon

petit village, il n'y a pas de réseau téléphonique depuis deux mois. Les portables ne passent pas. »

■ Stations-service fermées

« Lundi 3 août, j'ai fait le tour des stations-service à Beyrouth pour faire le plein de ma voiture. Elles étaient pratiquement toutes fermées. Je me suis même éloignée de la ville, en direction des montagnes. En vain. Je suis rentrée chez moi bredouille. »

■ Tours de passe-passe dans les banques

« Ça ne sert à rien de déposer de l'argent dans les banques libanaises, car on ne peut pas l'utiliser ! À peine déposé, il s'évapore. »

■ Effondrement éthique

« Emmanuel Macron est venu à Beyrouth (N.D.L.R. : jeudi 6 août). Il s'est rendu sur le port, dans les quartiers sinistrés. Il a parlé avec les gens. Nos dirigeants, eux, n'ont pas fait cela. Ils ont fait un passage éclair sur le port afin de constater l'ampleur des dégâts, puis ils se sont éclipsés. Ils ne sont pas allés à la rencontre de la population qui souffre. C'est la débâcle généralisée, y compris au niveau éthique. »

A.B.